



Analyse du climat des affaires dans les PMA

Angola

Mars 2023



A powerful
and balanced
voice for business

Angola

Région
Afrique australe

Population(2022)
33 642 646
habitants

Croissance démographique (2020)
3,32%

Revenu moyen (2020)
1 953,5 USD

Classement selon l'indice de développement humain
148^{ème} sur 191 pays (2021). L'indice de développement humain (IDH) de l'Angola était de 0,586 point en 2021.

Accords et partenariats économiques régionaux
Communauté de développement d'Afrique australe (CDA)

Contexte économique

L'Angola est la neuvième économie d'Afrique et le second producteur de pétrole du continent. Les quatre principaux secteurs d'emploi du pays sont: l'agriculture (55%), le commerce de gros et de détail (20%), l'administration (6,8%), les transports, la logistique et la communication (4,5%).

Le secteur de l'agriculture et de la pêche représente la principale source de revenus de 90 % des 10,7 millions d'Angolais vivant dans des zones rurales. La productivité agricole reste cependant faible en raison de la prédominance d'exploitations agricoles familiales de petite taille et axées sur la subsistance qui utilisent actuellement 80 % de la production et 92 % des terres cultivées. Des pratiques agronomiques médiocres, un mauvais accès aux crédits et un faible accès aux technologies améliorées telles que les semences adaptées aux changements climatiques, les produits agrochimiques et la mécanisation, entravent ces petites exploitations. La pire sécheresse qu'ait connue l'Angola a duré 38 ans et est attribuée au changement climatique. Conséquence de ces facteurs, l'agriculture ne représentait que 9,7 % du PIB de l'Angola sur la période 2015-2019, et 9,5 % en 2020. Pourtant, les productions végétale et animale



ont toutes deux un fort potentiel de croissance du fait de l'abondance des terres arables, de l'eau douce et de la diversité des conditions climatiques qui conviennent à la production d'un grand nombre de produits agricoles, d'autant plus que seuls 16 % de la zone arable est cultivée, que près de la moitié de ces terres arables est inutilisée et que seulement 3,5 % des terres potentiellement irrigables ont été développées.

Le secteur croissant des TIC offre également de nombreuses possibilités. Cependant, l'inaccessibilité due aux prix élevés des services de télécommunication signifie que seulement 46,3 % de la population totale pouvait disposer de connexions mobiles et que la pénétration de l'internet n'était que de 31,0 % en janvier 2021¹.

³ World Vision- "The Devastating Effects Of Climate Change In Angola". World Vision: Hope- Joy And Justice For ALL Children, Last modified 2021, <https://www.wvi.org/stories/hunger-crisis/devastating-effects-climate-change-angola>

⁴ World Bank <https://data-worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=AO>

⁵ <https://datareportal.com/reports/digital-2021-angola?rq=>

Le Covid-19 a amplifié les symptômes de la crise économique subie depuis 2014 par l'Angola, économie dépendante du pétrole. L'un des éléments décisifs du programme de diversification économique du pays est le Programme de privatisation 2019-2022 (PROPRIV) qui prévoit de vendre au secteur privé plus de 190 entreprises et actifs détenus en tout ou partie par l'État. Le programme s'est développé lentement face aux pressions économiques dues à la pandémie de Covid-19 ; ainsi, des plans de privatisation de compagnies aériennes ont été repoussés. Malgré cela, certains secteurs, dont les ressources minérales, les transports, les télécommunications, la santé, l'agriculture et la construction, font l'objet d'un regain d'intérêt.

Défis à relever par le secteur privé

- L'inefficacité de la bureaucratie** est un obstacle majeur à la pratique des affaires en Angola, notamment pour les petites et moyennes entreprises locales. Malheureusement, la corruption endémique bien enracinée en Angola fait qu'il est très difficile d'extirper ces pratiques.
- Corruption** : L'Angola occupe la 136^{ème} place sur 180 pays, ce qui correspond à un indice de perception de la corruption élevé². La corruption empêche la croissance de l'économie et des affaires.
- Économie informelle : L'emploi informel représentait 79,6 % de la totalité des emplois au troisième trimestre 2020, totalisant près de 8 millions de personnes.** Au même trimestre, l'emploi informel était de 92,3 % dans les zones rurales et de 66 % dans les zones urbaines, et concernait 89,5 % des femmes et 69,6 % des hommes. Seuls 10 % de la population est couverte par au moins une prestation de protection sociale. Le gouvernement a approuvé le Programme de reconversion de l'économie informelle (PREI) et une stratégie de transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.
- Main-d'œuvre insuffisamment formée et qualifiée** : Les entreprises ont des difficultés à recruter des équipes compétentes et qualifiées. En 2020, la part de jeunes qui n'étaient ni en emploi ni en études a fortement augmenté, passant à 32,5 % (contre 23,5 % en 2019), avec 29,6 % des jeunes hommes et 35,2 % des jeunes femmes de cette catégorie³. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 66,03 % (une baisse de 1,38 % par rapport à 2001), le taux d'alphabétisation des hommes étant de 79,97 % et celui des femmes de 53,41 %, ce qui révèle une très grande disparité entre les sexes.
- Infrastructure sous-développée** : L'absence de solutions de transport efficaces, dont les systèmes ferroviaires et les réseaux routiers, constitue un frein majeur à la croissance du secteur privé. Le mauvais état de l'infrastructure de transport a pour effet considérable de réduire la productivité des activités et d'accroître le coût et la durée des transactions commerciales.
- Accès au financement limité** : En raison des lacunes de l'information et du manque d'accès à des prêts bancaires ou à des capitaux sur le long terme, garantir l'investissement et la croissance a représenté un grand défi pour les PME et les MPME. Les coûts de production et de scalabilité s'en trouvent accrus, ce qui nuit à la compétitivité des produits locaux sur le marché.
- Absence de diversification économique** : Le secteur du pétrole brut représentait 56,7 % du PIB en 2019 et 90 % des exportations. La part de l'économie angolaise occupée par l'agriculture a augmenté rapidement et est devenue la principale opportunité de diversifier l'économie et d'assurer la sécurité alimentaire.
- Inégalités salariales** : Les inégalités salariales entre les secteurs et les sexes sont considérables. Sur l'ensemble des secteurs économiques, les salaires moyens des femmes sont inférieurs à ceux des hommes. En moyenne, les salaires des travailleurs indépendants

² Transparency International <https://www.transparency.org/en/cpi/2021/index/ago>

³ INE, 2020. Indicadores de emprego e desemprego. Inquerito ao Emprego em Angola. Rapport annuel 2019, 1er trimestre 2020 et 2e trimestre 2020

⁴ INE, 2020. Indicadores de emprego e desemprego. Inquerito ao Emprego em Angola. 2019

(24 506 Kz) étaient les plus bas par rapport aux secteurs privé (48 127 Kz) et public (138 012 Kz)⁵.

Recommandations du secteur privé

La création d'une base permettant la diversification économique et d'un modèle de croissance porté par le secteur privé est devenue plus urgente encore à la lumière des retombées économiques de la crise du Covid-19. Pour y parvenir, il est nécessaire de mettre en place des réformes structurelles autorisant la croissance du secteur privé et la concurrence. Ces réformes doivent entre autres porter sur les entreprises détenues par l'État, sur l'État lui-même et sur d'autres monopoles, ainsi que sur la tarification de l'énergie et des services publics.

- **Emploi des jeunes et développement des compétences :** Les décideurs politiques doivent adopter des programmes actifs du marché du travail en lien avec le Plan d'action pour la promotion de l'employabilité (PAPE) et incluant un système solide d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). Il serait possible d'introduire des incitations fiscales rattachées à des programmes d'apprentissage afin de pousser les employeurs à former et à embaucher des jeunes ayant une expérience professionnelle limitée, notamment des jeunes femmes. Des partenariats plus solides entre les centres d'EFTP publics et privés et les associations d'entreprises sont nécessaires afin de mettre en corrélation la formation professionnelle et les attentes du marché du travail. Ces actions devraient être coordonnées et intégrées aux initiatives actuelles du gouvernement concernant l'économie informelle. À titre d'exemple, des microentreprises informelles pourraient bénéficier d'incitations à formaliser leurs activités par l'obtention de l'accès à la protection sociale et à la certification des compétences pour leurs travailleurs. Il est nécessaire de garantir l'accès aux crédits aux jeunes entrepreneurs.
- Le gouvernement devrait s'associer au secteur privé en vue d'améliorer le système national de collecte des données destinées

aux indicateurs du marché du travail et de développer un cadre permettant d'identifier les compétences requises pour répondre à la demande du marché du travail par le biais de la stratégie nationale de développement du capital humain⁵.

- **Augmenter la production et la distribution d'électricité :** La gestion des centrales électriques existantes devrait être confiée à des organismes privés afin d'assurer une amélioration des capacités qui exploite pleinement le potentiel (estimé à 18 200 MW) des aménagements hydroélectriques situés sur les fleuves Kwanza et Cunene et dont la production s'élève actuellement à environ 1 200 MW. Une possibilité d'y parvenir est d'élaborer un cadre efficace de partage des connaissances et de transfert des technologies avec des parties prenantes du secteur privé. Le gouvernement devrait également mettre en place des politiques qui impliquent le secteur privé dans la production et la distribution de l'énergie par le biais de licences accordées à des producteurs d'électricité indépendants (IPP) et à des sociétés de distribution d'électricité, afin d'améliorer les capacités du pays en termes de systèmes d'énergies renouvelables et de taux d'accès à l'électricité. Cette mesure permettra d'élargir l'accès à l'électricité aux provinces moins développées et de s'attaquer aux disparités régionales, à la pauvreté etc. Elle aura des répercussions sur de nombreux autres secteurs à forte consommation électrique, comme l'agro-industrie, les TIC, la santé et l'éducation. Cette politique est susceptible de fournir des opportunités d'emploi par l'ouverture de nouveaux marchés de détail de l'énergie et de petites entreprises spécialisées dans l'énergie solaire.

- **Privatisation :** Le gouvernement devrait poursuivre la mise en œuvre de politiques de privatisation clés, l'amélioration de cadres réglementaires nationaux dans ces secteurs et la promotion de conditions propices permettant au secteur privé de s'épanouir. Ainsi, privatiser les entreprises publiques de télécommunication

⁵ Organisation internationale du travail, « Chômage, total (% de la population) (estimation modélisée OIT) - Angola | Données », La Banque mondiale, dernière modification en 2021, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=AO.-AO>

pour maximiser les bénéfices potentiels de l'économie numérique peu développée du pays facilitera l'acquisition des compétences et des connaissances par les Angolais.

- **Réduire l'informalité** : Étant donné la taille et le caractère transversal de l'économie informelle, il est conseillé d'adopter une approche progressive et échelonnée dans des plans à moyen et à long terme. Cela impliquera de : réduire les coûts de la formalisation (les coûts d'entrée, par exemple) ; réduire la bureaucratie dans les processus de création d'entreprise et d'autorisation de l'activité ; réduire les coûts de poursuite des activités sur le marché formel (taxes, impôts, etc.) ; développer un régime d'imposition spécifique aux MPME ; et faciliter l'accès aux crédits.

- **Soutenir et renforcer les services numériques** : Le gouvernement peut assister le secteur privé au cours de cette période de forte inflation en offrant un crédit, une réorganisation des entreprises en difficulté, en améliorant le climat d'investissement et en renforçant la concurrence, et en aidant les entreprises à accéder à de nouveaux marchés ou à développer de nouveaux modèles commerciaux. Les lignes de crédit et l'aide de trésorerie apportée au secteur privé peuvent passer par l'entremise de banques bien établies et solvables plutôt que par des banques publiques. De même, comprendre et remédier aux difficultés que présentent les lignes de crédit existantes pour le secteur privé pourrait contribuer à améliorer leur adoption. Renforcer les services financiers numériques (dont l'argent mobile) pourrait permettre aux plateformes et entreprises numériques de créer de nouveaux emplois.

- **Le gouvernement devrait mener une politique d'aide à la production et un programme de diversification des exportations et de substitution des importations** en étroite coopération avec le secteur privé. Cette politique devrait identifier les possibilités de tirer le meilleur parti de l'accès étendu aux marchés de la ZLECAf et de la ZLE

CDA, par une augmentation de la compétitivité du secteur et des exportations vers le reste de la région africaine. Il faudrait mobiliser des fonds pour le secteur industriel par le biais de banques commerciales afin d'aider les producteurs en simplifiant et en facilitant l'accès aux crédits. La part de l'économie angolaise occupée par l'agriculture a considérablement augmenté et est devenue la principale opportunité de diversifier l'économie et d'assurer la sécurité alimentaire.

- **Une stratégie de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) devrait être intégrée au plan national de développement des cadres** afin d'améliorer l'employabilité, la formation professionnelle, l'emploi des jeunes et l'entrepreneuriat par les TIC.

- Il convient d'impliquer le secteur privé dans l'élaboration d'une stratégie de développement des compétences en TIC axées sur l'industrie qui intègre l'enseignement des TIC aux programmes de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. Une telle stratégie de développement des compétences sur le long terme est essentielle, étant donné que les moins de 18 ans représentent environ 53 % de la population du pays.

- **Les décideurs politiques devraient promouvoir et soutenir les investissements privés dans le secteur agricole afin d'améliorer la productivité** et de réduire la dépendance excessive à l'égard des produits alimentaires importés. Il est possible d'attirer les investissements privés en louant des terrains publics en friche à des investisseurs de l'agro-industrie, en soutenant l'horticulture et en aidant à accroître durablement la production et la commercialisation par un accès aux ressources productives et à des pratiques agricoles résilientes au changement climatique.

- **Développement rural par l'investissement dans l'infrastructure et le développement des compétences** : Favoriser les chaînes de valeur industrielles et agricoles et l'agro-industrie par

¹⁰ Tackling Africa's Skills Gap to Build More Robust and Diversified Economies- World bank, (2017)

des investissements dans l'infrastructure critique qui stimulent l'activité économique rurale et créent des emplois pour les travailleurs ruraux. Adopter une approche inclusive d'investissement dans le renforcement des compétences fondamentales en développant simultanément les capacités de lecture, d'écriture, de calcul et socio-émotionnelles chez les enfants, les jeunes et les adultes. Cela suppose également d'investir dans une formation préparatoire au marché du travail destinée aux jeunes défavorisés et aux travailleurs dans des secteurs à faible productivité, dans des activités agricoles et non agricoles en milieu rural et dans des activités non salariées en milieu urbain⁶.

- **Le Programme d'action national d'adaptation (PANA) devrait être habilité** à répondre efficacement aux effets néfastes du changement climatique. Il convient d'encourager les investissements privés dans le renforcement des capacités et le soutien technique et financier afin d'améliorer l'enregistrement et la surveillance des données d'observation climatique. Des collaborations entre le PANA et le secteur privé permettront de faciliter la constitution et la formation de capacités en sciences du climat et de promouvoir une modélisation climatique avancée grâce à des investissements dans des initiatives de recherche et développement. De

même, le PANA devrait impliquer activement le secteur privé dans ses activités prioritaires et ses processus de formulation des politiques afin d'identifier les populations vulnérables au changement climatique et d'encourager la conception et la mise en œuvre de solutions efficaces.

- La **participation d'entreprises nationales à la construction de l'infrastructure publique** devrait être privilégiée en vue d'un renforcement des compétences et d'une augmentation de l'emploi local.

Améliorer et soutenir le tourisme : Le gouvernement devrait lancer et soutenir des initiatives d'intervention d'urgence pour dynamiser le secteur du tourisme. Cela peut se faire sous forme de création de fonds spécialisés destinés à promouvoir le secteur touristique et à faciliter les ateliers, les stages de formation et les programmes d'échanges permettant de renforcer l'autonomie des petites et moyennes entreprises. **Pour permettre au secteur du tourisme de réaliser tout son potentiel, il est impératif de s'attaquer aux questions de la disponibilité des terres, du manque de sécurité, de l'accès aux fonds pour les investisseurs du tourisme, ainsi qu'aux lourdeurs administratives et à la bureaucratie.**

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



**Cofinancé par
l'Union européenne**

⁶ Tackling Africa's Skills Gap to Build More Robust and Diversified Economies. Banque mondiale, (2017)



A powerful
and balanced
voice for business

Avenue Louis-Casaï 71 – CH-1216 Genève
T +41 22 929 00 00 F +41 22 929 00 01
ioe@ioe-emp.com • ioe-emp.org

© IOE 2023